

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico
En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 29 mai 2025

La Banque centrale du Mexique (Banxico) a ajusté à la baisse sa prévision de croissance pour 2025, la fixant désormais à 0,1 %, contre 0,6 % prévu en février, invoquant un affaiblissement de la conjoncture économique.

LE CHIFFRE A
RETENIR

+ 0,1 %

Estimation de la
croissance pour 2025
par Banxico

Selon le rapport trimestriel publié le 29 mai, l'économie mexicaine affiche désormais une trajectoire quasi stagnante, avec un intervalle de croissance révisé entre -0,5 % et +0,7 %. Banxico attribue ce ralentissement à la combinaison d'un affaiblissement de la demande américaine – principal partenaire commercial du pays – et à l'effet restrictif de la consolidation budgétaire en cours.

L'institution centrale souligne également une détérioration des indicateurs de confiance des entreprises et une création d'emplois plus faible que prévu. Si la gouverneure Victoria Rodríguez Ceja écarte pour l'heure le scénario d'une récession, elle insiste sur la nécessité de préserver des fondamentaux macroéconomiques solides, notamment via la discipline fiscale et le soutien à la productivité. Pour 2026, la prévision de croissance est également revue à la baisse, à 0,9 % (contre 1,8 % estimé précédemment).

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Le Mexique enregistre une nette amélioration de sa balance courante au T1 2025, portée par les exportations non pétrolières et les transferts de revenus. Selon les dernières données de la balance des paiements, publiées par la Banque centrale (Banxico), le déficit courant s'est établi à 7,6 Mds USD (soit 1,8 % du PIB) au T1 2025, contre 22,2 Mds USD au T1 2024. Cette évolution favorable s'explique par le retour à un excédent commercial (+1,5 Md USD) grâce à un solde non pétrolier de 5,0 Mds USD, ainsi que par une hausse du solde des transferts courants, qui a atteint 14,2 Mds USD. La balance des revenus primaires, bien qu'encore déficitaire, s'est également améliorée, son déficit reculant de plus de 9 Mds USD sur un an, sous l'effet d'une baisse significative des bénéfices rapatriés. Banxico aurait souligné que ces résultats reflètent une dynamique extérieure plus robuste que prévu, malgré un environnement international marqué par l'incertitude commerciale. Le ministère des Finances a réagi en estimant que ces chiffres confirment la résilience du modèle macroéconomique mexicain, fondé sur la discipline budgétaire, la stabilité des fondamentaux externes et le maintien des envois de fonds (*remesas*) à des niveaux historiquement élevés. Pour l'ensemble de l'année, le gouvernement maintient sa prévision d'un déficit courant contenu à 0,2 % du PIB, en ligne avec les tendances observées au premier trimestre.

Au T1 2025, les investissements de portefeuille ont enregistré des sorties de capitaux pour le quatrième trimestre consécutif, bien que d'ampleur plus modérée que lors des trimestres précédents, avec un retrait de 541 M USD. Entre avril 2024 et mars 2025, les sorties de capitaux se sont élevées à 17 Mds USD et ont atteint un maximum de 8,9 Mds USD au T2 2024, trimestre pendant lequel se sont tenues les élections présidentielles mexicaines. Au cours du T1 2025, les sorties de capitaux sont attribuables aux résidents dont les acquisitions nettes d'actifs à l'étranger se sont élevées à 11,4 Mds USD tandis que les non-résidents ont augmenté leurs investissements dans le pays (+10,9 Mds USD). La nature des investissements de portefeuille est largement spéculative, les investisseurs étrangers cherchant à obtenir des rendements plus élevés sur le marché mexicain. Les taux y demeurent en effet attractifs, notamment grâce à une politique monétaire qui reste restrictive bien que le taux d'intérêt directeur ait baissé de 10 à 9 % au cours du T1 2025. L'intensification de la réduction du taux d'intérêt directeur au T1 2025 a toutefois limité le rendement offert par les titres mexicains dans un contexte de prise de fonction de Donald Trump à la Maison Blanche qui a ajouté de l'incertitude sur les marchés financiers mondiaux.

Les réserves internationales de la Banque centrale (Banxico) ont atteint un nouveau record, s'élevant à 239,9 Mds USD, soit près de quatre mois d'importations. D'après les statistiques de Banxico, 26 % de l'augmentation des réserves au cours des cinq premiers mois de l'année (+10,9 Mds USD) serait le résultat d'un changement dans l'évaluation des actifs et 27 % serait imputable à la vente de dollars effectuée par l'entreprise nationale pétrolière Pemex directement à Banxico. Enfin, 5,8 % de l'augmentation des réserves serait due à la décision

administrative prise par le Fonds mexicain du pétrole (FMP) de vendre une partie de ses dollars à la Banque centrale. Pour rappel, les réserves internationales, aujourd'hui à des niveaux historiques, font partie du réseau de soutien du pays pour réduire sa vulnérabilité aux épisodes de crise extérieure et sont un pilier de la solidité des fondamentaux économiques du Mexique.

Le ministère des Finances recherche des partenaires du côté des fonds d'investissement pour mettre en œuvre le *Plan México*, et en particulier atteindre les objectifs d'accroissement de la production nationale et d'augmentation du financement des PME. María del Carmen Bonilla Rodríguez, responsable de l'Unité du Crédit public et des Affaires internationales du ministère des Finances a rappelé lors de sa participation au Forum des Fonds 2025 de l'Association mexicaine des intermédiaires en valeurs mobilières (AMIB) que les fonds d'investissement étaient un élément clé du *Plan México* et de la canalisation des ressources vers les entreprises du pays. Elle a en particulier souligné qu'elle souhaitait que « *les fonds assurent de manière plus large le financement nécessaire aux secteurs productifs afin d'améliorer la production nationale et d'augmenter le contenu national* ». Les fonds devraient ainsi contribuer au renforcement des entreprises mexicaines en leur fournissant le financement nécessaire pour consolider leur croissance, accroître leur compétitivité et élargir leur participation aux chaînes de valeur. Les petites et moyennes entreprises (PME), élément central du *Plan México* dont un des objectifs est de garantir que 30 % des PME aient accès à un financement, ne devraient en outre pas être laissées pour compte. Victoria Rodríguez Ceja, la gouverneure de la Banque centrale (Banxico), a souligné que l'un des principaux défis à une plus grande participation des fonds d'investissement à l'économie nationale tient au double rôle qu'ils doivent assumer, à savoir fournir un financement aux entreprises tout en assurant des rendements importants à leur client. Elle a en outre rappelé l'importance de la diversification afin d'offrir des rendements plus élevés aux investisseurs, tout en limitant les risques. Pour rappel, seulement 2 % de la population adulte mexicaine prendrait part à un fonds d'investissement tandis que 23 % possèderaient un compte d'épargne. En outre, la part des actifs gérés par des fonds d'investissement représenteraient seulement 12 % du PIB au Mexique contre 80 %, 29 % et 16 % du PIB au Brésil, au Chili et en Inde respectivement.

Le taux de chômage reste bas au T1 2025 (2,5 %), mais les faiblesses structurelles du marché du travail mexicain persistent. Au T1 2025, le marché du travail mexicain continue d'afficher une apparente résilience, avec un taux de chômage stable à 2,5 % de la population active, selon les données de l'Enquête Nationale sur l'Occupation et l'Emploi (ENOE). Néanmoins, cette stabilité masque des déséquilibres structurels persistants. La participation au marché du travail reste faible, s'établissant à 59,2 %, soit un recul d'un point par rapport à la même période l'an dernier. Cette tendance est particulièrement marquée chez les femmes, dont le taux de participation est de seulement 45,3 %, contre 74,8 % pour les hommes. Par ailleurs, l'économie mexicaine demeure caractérisée par un niveau élevé d'informalité, qui touche plus de la moitié des personnes occupées (54,3 %). Les travailleurs informels évoluent souvent dans des conditions précaires, sans protection sociale ni stabilité, ce qui accroît leur vulnérabilité économique et limite leur accès à des revenus décentes. Les disparités salariales entre secteurs formel et

informel sont significatives : les revenus moyens dans le secteur informel sont en moyenne deux fois inférieurs à ceux du secteur formel, soit 7 595 pesos contre 14 112 pesos mensuels. Malgré une hausse modérée du revenu moyen réel de 4,88 % en glissement annuel au T1 2025, les inégalités salariales de genre persistent. Les femmes gagnent en moyenne 1,2 fois moins que les hommes, et ce même à poste équivalent, soulignant les obstacles structurels qui continuent de freiner leur pleine intégration économique.

Sectoriel

La présidente Claudia Sheinbaum a annoncé un décret visant à encourager l'investissement des entreprises pharmaceutiques étrangères au Mexique et à relancer l'industrie nationale. L'objectif est d'attirer des capitaux nationaux et internationaux capables de générer de l'emploi, de produire des médicaments plus accessibles et de promouvoir la recherche scientifique et l'innovation. Les entreprises qui investissent au Mexique bénéficieront d'un traitement prioritaire pour l'octroi des marchés publics de médicaments génériques, tandis que les laboratoires vendant des médicaments brevetés devront investir dans le pays pour maintenir leurs contrats. Le gouvernement souligne que le Mexique présente des conditions idéales pour développer un écosystème biopharmaceutique, avec des pôles d'innovation, des centres de formation de talents et des partenariats avec les universités. Par ailleurs, la COFEPRIS (l'agence de régulation des médicaments et produits de santé au Mexique) a annoncé la modernisation de ses processus afin de simplifier les démarches administratives, de numériser ses services, d'accélérer l'approbation des protocoles cliniques et de s'harmoniser avec les normes internationales. Dans ce cadre, Il est prévu que plus de 2 200 dispositifs médicaux soient reclassifiés, que les équivalences internationales soient reconnues et que la protection de l'innovation nationale soit renforcée en collaboration avec l'IMPI.

La concentration des exportations automobiles mexicaines vers les États-Unis augmente, avec 87 % des véhicules exportés ayant pour destination les États-Unis entre janvier et avril 2025. Alors qu'en 2018, 80,1 % des véhicules exportés avaient pour destination les États-Unis, la dépendance du secteur automobile mexicain au marché américain se serait accrue au cours des dernières années, en dépit des efforts des gouvernements mexicains pour diversifier les exportations automobiles et ainsi réduire cette dépendance. En 2024, les exportations mexicaines de véhicules vers les États-Unis ont atteint 48,7 Mds USD, positionnant ainsi le Mexique en tête du marché avec une part de 22,7 %, selon le Département du Commerce des États Unis. La production de véhicules légers au Mexique a cependant enregistré une chute drastique depuis le début de l'année, la plus importante depuis la pandémie de Covid-19 en 2020, principalement par prudence face aux droits de douane imposés récemment par les États-Unis. Le commerce automobile devrait occuper un rôle central lors de la révision de l'Accord États-Unis–Mexique–Canada (USMCA) qui devrait débiter entre septembre et octobre de cette année d'après le ministre de l'Economie mexicain.

Finances publiques

Le Service de l'administration fiscale (SAT) a accru au cours des dernières années la pression sur les grands contribuables, qui représentent environ 0,2 % du total mais contribuent à 52 % de la collecte d'impôts dans le pays. Le Mexique compterait 16 131 gros contribuables, exerçant principalement dans des secteurs économiques stratégiques tels que l'automobile, l'exploitation minière, l'électronique et les télécommunications. La collecte liée à la vérification des prix de transfert des grands contribuables aurait atteint 5,5 Mds USD entre 2019 et 2024, ce qui correspond à une augmentation de 367 % par rapport à la période 2013-2018 (1,5 Md USD). Ces procédures de vérification visent à s'assurer que les activités mexicaines des grandes entreprises soient bien taxées au Mexique et à empêcher le transfert artificiel des bénéfices vers des pays où l'imposition est faible ou nulle, mais également à déterminer si les transactions transnationales ont bien été réalisées à valeur de marché. En 2024, l'ensemble des procédures de régularisation fiscale auprès des grands contribuables aurait permis de récolter un total de 25,2 Mds USD.

Indicateurs bourse, change et pétrole

| Indicateurs | Variation hebdomadaire | Variation sur un an glissant | 29/05/2025 |
|------------------------|------------------------|------------------------------|------------------|
| Bourse (IPC) | 0,29% | 5,50% | 58 735,86 points |
| Change MXN/USD | 0,10% | 14,00% | 19,32 |
| Change MXN/EUR | 0,87% | 19,80% | 21,97 |
| Prix du baril mexicain | -0,80% | -22,94% | 57,99 |

Amérique centrale

Costa Rica

L'Association des entreprises des zones franches du Costa Rica (AZOFRAS) rejette fermement les recommandations du FMI visant à modifier les avantages fiscaux accordés aux entreprises opérant dans ces zones. Pour rappel, le FMI a recommandé au pays de mettre en place une nouvelle réforme fiscale, visant à augmenter les recettes de l'État et à améliorer l'efficacité du système de collecte. AZOFRAS estime que les incitations fiscales sont cruciales pour attirer les investissements directs étrangers (IDE), lesquels auraient atteint un niveau record de 4,32 Mds USD en 2024. Selon l'association, toute réduction des avantages fiscaux pourrait provoquer une fuite des capitaux vers des pays concurrents, au détriment de la compétitivité nationale. AZOFRAS souligne que les zones franches compteraient près de 600 entreprises en 2025, générant environ 300 000 emplois directs et indirects, et contribueraient à hauteur de 14 % du PIB et 60 % des exportations du pays.

Le Costa Rica présidera la Réunion ministérielle de l'OCDE les 3 et 4 juin 2025 à Paris, quatre ans après son adhésion à l'organisation. Cette présidence récompense les réformes économiques et institutionnelles menées dans les domaines du commerce, des finances, de l'éducation et de la lutte contre la corruption. Le ministre du Commerce extérieur, Manuel Tovar, a souligné l'importance de promouvoir, lors de cette réunion, la régulation de l'intelligence artificielle, la sécurité énergétique mondiale et les énergies propres. Le Costa Rica souhaite aussi renforcer sa coopération avec l'Amérique latine et les Caraïbes, en partageant son expérience en matière de politiques environnementales, de tourisme durable et d'attractivité des investissements.

El Salvador

Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé un accord pour un décaissement de 120 M USD dans le cadre de son programme de financement élargi (EFF) de 1,4 Md USD. Cet accord, qui reste soumis à l'approbation du conseil exécutif du FMI, souligne les progrès réalisés par le Salvador dans la mise en œuvre de réformes structurelles et la consolidation budgétaire. Cependant, les prévisions de croissance économique restent modestes, avec une estimation de 2,5 % pour 2025, la plus faible de la région.

Le Conseil national du salaire minimum du Salvador a approuvé à l'unanimité une augmentation de 12 % du salaire minimum, qui entrera en vigueur en juin 2025. Après plus de trois ans sans ajustement – le dernier datant d'août 2021 – les nouveaux montants fixent les salaires mensuels à 408 USD pour le secteur industriel et commercial, 402,32 USD pour la *maquila* et le textile, et 305,23 USD pour le secteur agricole. Dans le cas des travaux agricoles saisonniers, la rémunération

atteint 2,007 USD par quintal de café récolté et 10,04 USD par tâche de canne à sucre. Des organisations sociales avaient critiqué le retard de cette révision, recommandant un salaire minimum de 800 à 1 000 USD afin d'assurer un niveau de vie digne aux familles salvadoriennes.

Guatemala

Le Guatemala maintient son objectif de collecte fiscale à 109,3 Mds GTQ (14,2 Mds USD) pour 2025 malgré les incertitudes accrues. Cette décision a été officialisée par la Commission Technique des Finances Publiques, composée du ministère des Finances, de la SAT, de la Banque du Guatemala et de Segeplan. Le ministre des Finances, Jonathan Menkos, a souligné que les projections de croissance économique restent stables à 3,8%, avec une marge d'erreur de $\pm 1\%$. Il a également indiqué que la collecte fiscale jusqu'au 21 mai s'élève à 43,5 Md GTQ (5,6 Mds USD), soit une augmentation de 8,4% g.a. Cependant, certains impôts, tels que l'ISR, la TVA domestique et les droits de douane, affichent une croissance supérieure à la moyenne, tandis que d'autres accusent un retard. Les autorités restent vigilantes face aux incertitudes externes, notamment les politiques économiques des États-Unis, qui pourraient affecter le système de collecte.

S&P relève la note de crédit du Guatemala de BB à BB+, avec une perspective « stable ». Selon l'agence de notation, cette révision souligne la stabilité macroéconomique et la résilience économique du pays, le rapprochant de la catégorie d'investissement (*investment grade*). S&P a souligné les déficits budgétaires soutenables du pays, sa faible dette nette (16 % du PIB) et sa politique monétaire robuste. Ce relèvement de la note souveraine fait suite à une visite d'évaluation effectuée en mars. S&P prévoit que la croissance économique devrait s'élever à 3,5 % g.a. en 2025, tirée par la consommation et les envois de fonds (*remesas*). La perspective stable indique qu'aucune modification de la note n'est prévue au cours des 12 prochains mois.

Le US Army Corps of Engineers (USACE) a rendu ses conclusions sur la réhabilitation du Puerto Quetzal et un diagnostic du système ferroviaire guatémaltèque. Puerto Quetzal, le principal port du Pacifique au Guatemala, sera modernisé dans le cadre d'un ambitieux projet de 600 MUSD, avec l'appui technique de l'USACE. Le plan prévoit l'extension de 800 mètres de quai, la construction de quatre nouveaux postes d'amarrage et la modernisation de l'infrastructure afin d'accueillir des navires plus grands. L'initiative vise à faire du port un centre logistique régional et à contrer l'influence chinoise en Amérique latine. Le projet, divisé en quatre phases, comprend des études de faisabilité, une formation technique et une supervision selon les normes américaines. La construction devrait commencer entre novembre et décembre 2027, une fois les évaluations techniques achevées. Actuellement, le port fonctionne avec des installations vieilles de 30 ans et traite 14 millions de tonnes par an, alors qu'il a été conçu pour 1,2 million de tonnes. L'USACE a également rendu un diagnostic du système ferroviaire guatémaltèque, ouvrant la voie à un mégaprojet conjoint de réactivation du réseau de trains de marchandises et de passagers, y compris le métro Riel dans la capitale. Ferrovías de Guatemala a confirmé que 10 M USD seraient consacrés à une étude de faisabilité de haute technologie, évaluant la viabilité technique et financière du projet.

L'analyse a révélé que, bien que l'infrastructure ferroviaire soit détériorée, sa réhabilitation est techniquement possible. Le président Bernardo Arévalo a reçu les conclusions au palais national, soulignant la volonté des deux nations d'aller de l'avant dans les prochaines phases, qui comprennent l'échange d'informations, de nouvelles visites techniques et une éventuelle proposition de conception.

Honduras

L'indice mensuel de l'activité économique (IMAE) a enregistré une croissance de 4,3 % g.a. entre janvier et mars 2025, selon la Banque centrale du Honduras (BCH). Cette performance est attribuée à la dynamique de la demande interne, au rebond des exportations de café et au flux soutenu des envois de fonds (*remesas*). Les secteurs ayant contribué à cette expansion sont l'intermédiation financière, les assurances et les fonds de pension (9,8 %) ; le transport et l'entreposage (4,4 %) ; le courrier et les télécommunications (4,1 %) ; l'agriculture, l'élevage, la sylviculture et la pêche (3,7 %), et le commerce (3,1 %). La production manufacturière a également progressé de 1,3 %, stimulée par le traitement du café, la production d'aliments pour animaux et l'exportation de produits de la mer. Le BCH projette une croissance économique de 3,5 % à 4 % pour la période 2025–2026, soutenue par la demande interne et les transferts sociaux.

Nicaragua

Fitch Ratings maintient la note de crédit à B avec une perspective « stable ». Selon le rapport de l'agence de notation, la note de crédit du gouvernement nicaraguayen reflète une politique fiscale prudente et des excédents continus de la balance fiscale et du compte courant extérieur, ayant conduit à une accumulation de réserves fiscales et internationales. L'investissement privé a enregistré une augmentation significative, tandis que l'investissement public s'est redressé de manière notable. Fitch a également souligné la réduction significative de l'inflation ainsi que la croissance dynamique du crédit, soutenue par les niveaux de liquidité du système financier et la normalisation des conditions de l'offre et de la demande de crédit. L'agence de notation note néanmoins que la croissance économique du Nicaragua – qui reste principalement soutenue par la consommation - s'est modérée en 2024.

Panama

Le ministre panaméen de l'Économie et des Finances, Felipe Chapman, a annoncé que 400 M USD ont été restitués à la Caisse de sécurité sociale (CSS), après la découverte de prélèvements fiscaux anticipés effectués par l'administration précédente. Cette pratique, révélée après une baisse inattendue des recettes fiscales en dépit de la reprise de l'emploi, a été qualifiée de contraire aux principes fondamentaux de transparence et de gestion budgétaire, selon les propos du ministre. Felipe Chapman a également évoqué les implications éthiques de ces transferts, tandis que la CSS s'interroge sur leur légalité ainsi que sur l'origine des fonds utilisés. Une enquête est actuellement en cours pour clarifier les faits.

Le Conseil des ministres du Panama a approuvé l'adhésion du pays au Fonds multilatéral d'investissement IV (FOMIN IV), un mécanisme de la Banque interaméricaine de développement (BID) visant à promouvoir la croissance inclusive et l'innovation sociale, notamment par le soutien aux PME. À ce titre, le Panama s'est engagé à contribuer à hauteur de 5,53 millions USD, versés en quatre tranches annuelles de 1,38 million USD entre 2025 et 2028. Cette décision consolide la position du Panama en tant que donateur actif au sein des initiatives de développement régional de la BID, qu'il appuie depuis 1998. Parallèlement, le gouvernement a approuvé la modification d'un contrat de prêt avec la Banque de développement d'Amérique latine et des Caraïbes (CAF). Le montant du prêt est révisé à 37,5 M USD, contre 50 M initialement, à la suite de l'annulation partielle d'une tranche inutilisée. Accordée dans le cadre de la pandémie de COVID-19, cette ligne de crédit conditionnelle est destinée à renforcer la capacité du pays à répondre à des chocs exogènes, notamment climatiques, sanitaires ou environnementaux.

Caraïbes

La Banque de développement des Caraïbes (BDC), la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) et la Banque de développement d'Amérique latine et des Caraïbes (CAF) ont signé des accords historiques d'échange d'exposition (EEA) à hauteur de 1,15 Md USD. Pour rappel, les EEA permettent aux banques multilatérales de développement de diversifier leurs risques en partageant une partie de leurs expositions souveraines avec d'autres institutions, tout en maintenant les relations bilatérales emprunteur-prêteur inchangées et sans transfert de prêts. Dans le détail, un accord de 700 M USD a été conclu entre la BCIE et la CAF, tandis qu'un second, de 450 M USD, a été signé entre la BCIE et la BDC. Ces opérations visent à accroître la résilience financière des institutions concernées et à libérer des capacités de prêt supplémentaires au service de projets de développement durable. Les dirigeants des trois institutions ont salué cette avancée comme un jalon stratégique dans la coopération interrégionale, susceptible de renforcer les synergies autour de projets d'infrastructure, de transition énergétique et de développement social dans l'espace latino-caribéen.

Bahamas

Le ministre bahaméen de l'Économie, Michael Halkitis, s'est montré confiant quant à l'atteinte des objectifs budgétaires pour l'exercice 2024-2025, après avoir annoncé un excédent de 58,6 M USD pour le mois de février 2025. Selon le rapport financier mensuel du gouvernement, cet excédent budgétaire serait porté par une hausse de 20,8 % g.a. des recettes fiscales, qui auraient atteint 292,9 M USD, tandis que les dépenses auraient très légèrement diminué en g.a.. Les recettes non fiscales auraient augmenté de 66,5 % g.a. en février 2025, grâce à des dividendes plus importants et des revenus bancaires excédentaires. Les dépenses courantes auraient légèrement augmenté (+2,6 % g.a.) par rapport l'année précédente, malgré une diminution des paiements d'intérêts sur la dette. Quant à la dette

publique, elle aurait augmenté de 28,7 M USD sur le mois, uniquement via des emprunts domestiques. Le gouvernement souhaite maintenir son objectif d'atteindre un déficit limité à 0,5 % du PIB pour l'ensemble de l'exercice budgétaire.

Cuba

Le déclin démographique se poursuit à Cuba. Selon les chiffres officiels communiqués par l'Office national de statistique et d'information (ONEI), la population cubaine est tombée à 9,7 M d'habitants, soit une baisse de 30,6 pour 1000 habitants. Par ailleurs, l'île présente les indicateurs de natalité parmi les plus faibles du monde. Le rapport confirme à nouveau le déclin du nombre de naissances, avec 71 358 enregistrées en 2024 (-19 000 par rapport à 2023). L'indice de fécondité chute à 1,29 enfant par femme, un niveau historiquement bas, bien en deçà du seuil de renouvellement que le pays n'atteint plus depuis 1978. En parallèle, le vieillissement de la population s'intensifie. Les personnes âgées de 60 ans et plus représentent 25,7 % de la population totale, ce qui place Cuba au premier rang de toute l'Amérique latine comme le pays à plus fort vieillissement. De plus, la mortalité continue à être préoccupante. En effet, le taux brut de mortalité s'élève à 12,9 pour 1000 habitants, plus qu'en Haïti (7,8) et presque identique à celui observé dans un pays en guerre, tel que l'Ukraine (13,3). Avec plus de 128 000 décès, 2024 constitue l'année la plus mortelle de l'histoire du pays, après 2021. Enfin, l'émigration continue de peser lourdement sur la démographie cubaine : le solde migratoire reste fortement négatif, à -25,4 pour 1000 habitants, bien qu'en léger recul par rapport aux années précédentes. Le manque persistant de perspectives économiques alimente ce flux de départs.

Grenade

Le potentiel d'exportation entre l'Afrique et la Caraïbe pourrait atteindre 1,8 Md USD d'ici 2028, selon le Centre du commerce international (ITC) — un objectif au cœur du quatrième Forum Afrique-Caraïbes du commerce et de l'investissement (ACTIF2025), qui se tiendra à Grenade les 28 et 29 juillet. Organisé par la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) et le gouvernement de Grenade, ce quatrième Forum Afrique-Caraïbes du commerce et de l'investissement vise à renforcer les liens économiques, commerciaux et culturels entre les deux régions. Au programme : des échanges sur les opportunités d'investissement dans des secteurs stratégiques tels que le tourisme, la logistique, l'agriculture, l'énergie et les technologies. Les discussions porteront également sur la perspective d'un futur accord de libre-échange Afrique-Caraïbes, le développement des infrastructures régionales, ainsi que l'amélioration des liaisons aériennes et maritimes. Le forum mettra en lumière plusieurs initiatives conjointes, notamment dans les domaines de la santé, du tourisme médical et de la résilience économique.

République Dominicaine

D'après le bulletin trimestriel publié par le ministère de l'Economie (Mepyd), la pauvreté monétaire aurait atteint **18,05 %** au T1 de 2025 contre **18,98 %** à la même période en 2024, soit une baisse de **0,93 pp.** Pour rappel, on définit la pauvreté monétaire par l'incapacité d'un ménage à générer un revenu suffisant pour couvrir le coût d'un panier de biens et services essentiels. Bien que moins prononcée que la baisse observée fin 2024 (-2,72 p.p.), elle reflète une certaine amélioration des revenus réels, portée par la croissance de l'emploi formel. En milieu rural, la pauvreté a diminué de 2,67 p.p. au T1 de 2025 (21,55 % contre 24,22 % au T1 de 2024). En milieu urbain, cette réduction fut moindre avec une baisse de 0,48 p.p. en T1 2025 (17,90 % en 2024 contre 17,41 % en 2025). Par ailleurs, on constate une baisse de la pauvreté chez les hommes qui a chuté de 1,52 p.p. à 16,71 % alors que celle des femmes reste plus élevée avec 19,33 %. En revanche, cette progression peut être partiellement nuancée par la détérioration des inégalités (+ 3,28 p.p. en répartition des revenus) et l'inflation (+ 1,68 p.p.), fragilisant davantage les ménages les plus vulnérables.

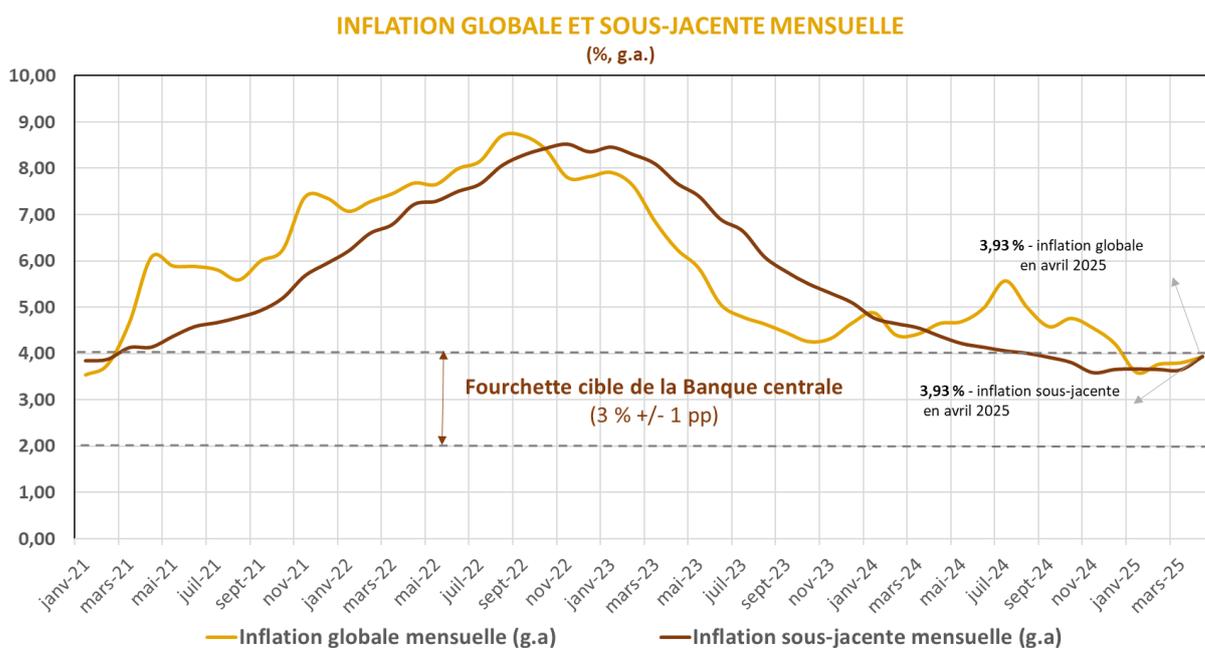
Le gouvernement dominicain a annoncé, le 26 mai, une revalorisation significative du salaire minimum dans le secteur touristique, allant de 25 % à 30 % selon les branches concernées. Dans l'hôtellerie, une première hausse de 15 % entrera en vigueur au 1er juin 2025, suivie d'une seconde augmentation de 15 % un an plus tard, portant le salaire minimum mensuel à 21 840 pesos dominicains (environ 370 USD). Du côté des bars et restaurants, les salaires seront rehaussés de 13 % en 2025, puis de 12 % en 2026. Cette mesure devrait concerner environ 250 000 travailleurs dans un secteur qui génère 8,4 % du PIB et constitue le principal moteur des entrées de devises étrangères du pays. Elle s'inscrit dans un contexte de forte reprise du tourisme (+ 12,5 % d'arrivées internationales au T1 2025) et dans un contexte de pénurie de main d'œuvre qualifiée. A moyen terme, elle reflète également une volonté marquée de formalisation du secteur.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

| Pays | Population (millions d'hab., 2024) | PIB nominal (Mds USD, 2024) | Croissance du PIB 2022 | Croissance du PIB 2023 | Croissance du PIB 2024 | Prévision FMI 2025 | Prévision FMI 2026 | Dettes publiques (% PIB, 2025, prév FMI) | Inflation (2025, prév FMI) | Taux d'intérêt directeur |
|------------------------|------------------------------------|-----------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|--------------------|--------------------|--|----------------------------|--------------------------|
| Mexique | 132,3 | 2 017,0 | 3,7% | 3,3% | 1,5% | -0,3% | 1,4% | 60,7% | 3,5% | 8,50% |
| Belize | 0,4 | 3,3 | 9,7% | 1,1% | 8,2% | 3,2% | 2,5% | 59,5% | 2,1% | 2,25 % |
| Costa Rica | 5,3 | 96,1 | 4,6 % | 5,1% | 4,3% | 3,4% | 3,4% | 59,7% | 2,2% | 4,00% |
| Guatemala | 17,9 | 110,0 | 4,2% | 3,5% | 3,7% | 4,1% | 3,8% | 27,2% | 3,0% | 4,50% |
| Honduras | 10,7 | 37,4 | 4,1% | 3,6% | 3,6% | 3,3% | 3,4% | 43,0% | 4,7% | 5,75% |
| Nicaragua | 6,7 | 18,8 | 3,6% | 4,4% | 3,6% | 3,2% | 3,1% | 38,4% | 4,0% | 6,25% |
| El Salvador | 6,4 | 35,3 | 2,8% | 3,5% | 2,6% | 2,5% | 2,5% | 87,9% | 1,8% | -- |
| Haïti | 12,4 | 24,0 | -1,7% | -1,9% | -4,2% | -1,0% | 1,0% | 11,8% | 27,2% | 10,00% |
| Jamaïque | 2,8 | 19,3 | 5,2% | 2,6% | -0,8% | 2,1% | 1,6% | 64,6% | 5,0% | 6,25% |
| Panama | 4,5 | 87,3 | 10,8% | 7,6% | 2,9% | 4,0% | 4,0% | 54,6% | 1,3% | -- |
| République Dominicaine | 10,8 | 127,4 | 5,2% | 2,2% | 5,0% | 4,0% | 4,8% | 58,2% | 4,3% | 5,75% |
| Cuba | 11,2 | 25,3 | 3,2 % (EIU) | 3,2 % (EIU) | 3,8 % (EIU) | 3,6 % (EIU) | -- | 129,4 % (EIU) | 36,8 % (EIU) | -- |

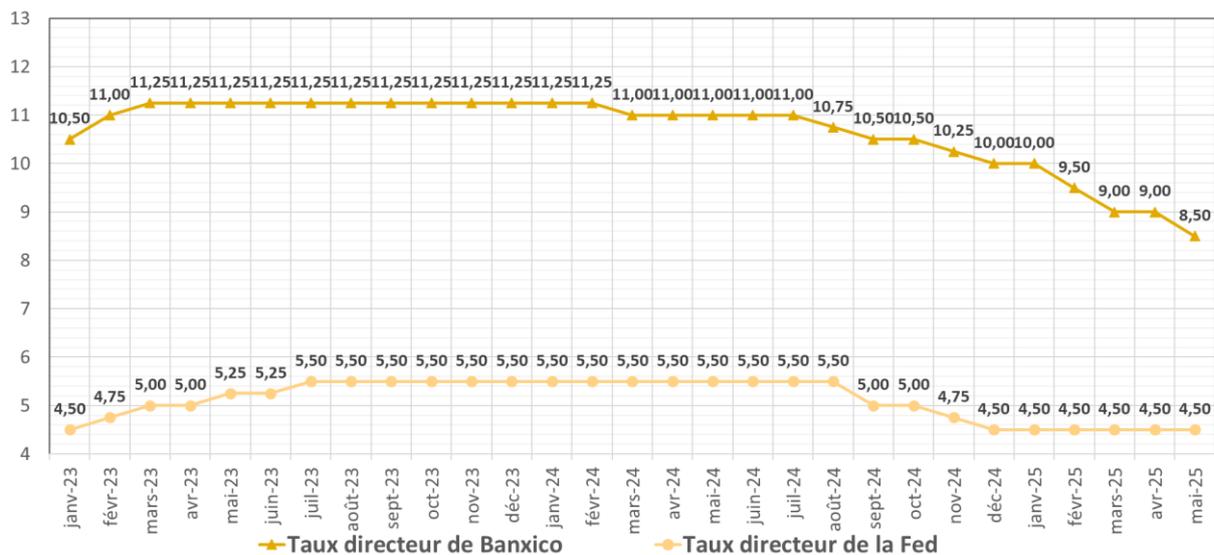
Source : FMI, World Economic Outlook, Avril 2025

- Annexe Graphique Mexique -



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

**DIFFERENTIAL DE TAUX DIRECTEUR
ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)**

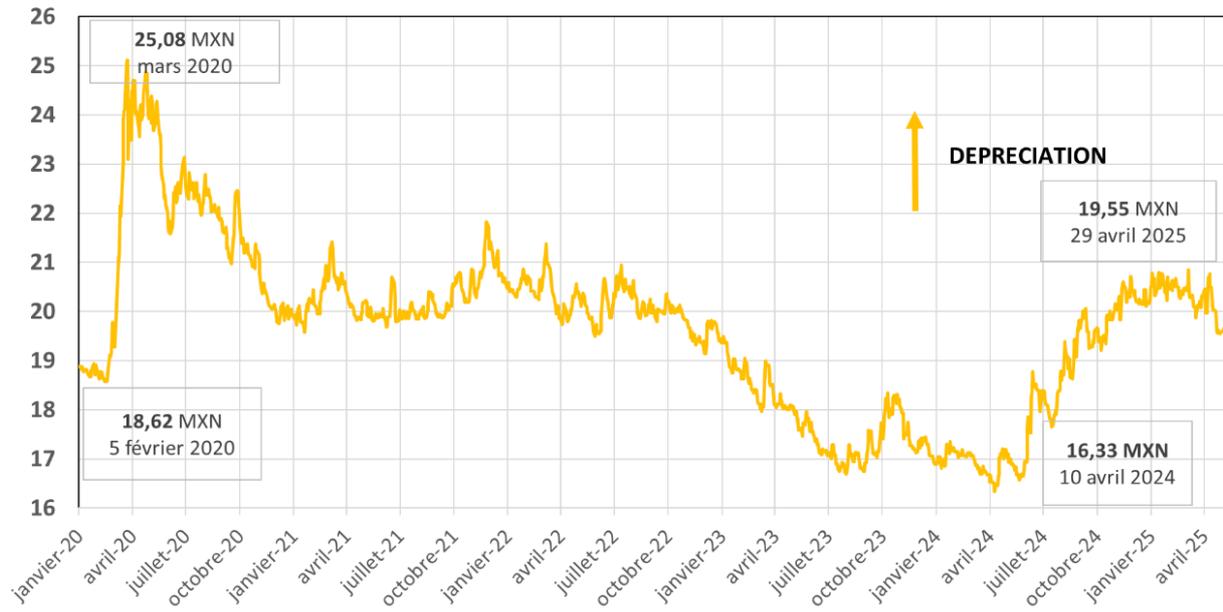


Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

| date | Taux directeur de Banxico | Taux directeur de la Fed | Différentiel (pdb) |
|---------|---------------------------|--------------------------|--------------------|
| janv-23 | 10,50 | 4,50 | 600 |
| févr-23 | 11,00 | 4,75 | 625 |
| mars-23 | 11,25 | 5,00 | 625 |
| avr-23 | 11,25 | 5,00 | 625 |
| mai-23 | 11,25 | 5,25 | 600 |
| juin-23 | 11,25 | 5,25 | 600 |
| juil-23 | 11,25 | 5,50 | 575 |
| août-23 | 11,25 | 5,50 | 575 |
| sept-23 | 11,25 | 5,50 | 575 |
| oct-23 | 11,25 | 5,50 | 575 |
| nov-23 | 11,25 | 5,50 | 575 |
| déc-23 | 11,25 | 5,50 | 575 |
| janv-24 | 11,25 | 5,50 | 575 |
| févr-24 | 11,25 | 5,50 | 575 |
| mars-24 | 11,00 | 5,50 | 550 |
| avr-24 | 11,00 | 5,50 | 550 |
| mai-24 | 11,00 | 5,50 | 550 |
| juin-24 | 11,00 | 5,50 | 550 |
| juil-24 | 11,00 | 5,50 | 550 |
| août-24 | 10,75 | 5,50 | 525 |
| sept-24 | 10,50 | 5,00 | 550 |
| oct-24 | 10,50 | 5,00 | 550 |
| nov-24 | 10,25 | 4,75 | 550 |
| déc-24 | 10,00 | 4,50 | 550 |
| janv-25 | 10,00 | 4,50 | 550 |
| févr-25 | 9,50 | 4,50 | 500 |
| mars-25 | 9,00 | 4,50 | 450 |
| avr-25 | 9,00 | 4,50 | 450 |
| mai-25 | 8,50 | 4,50 | 400 |

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

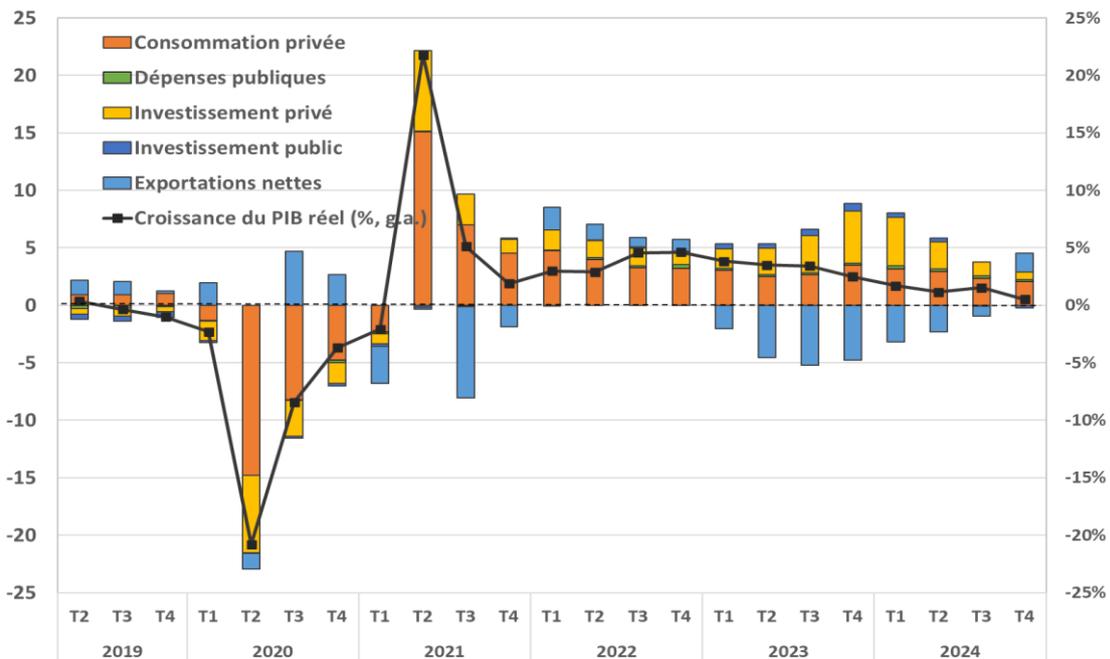
EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

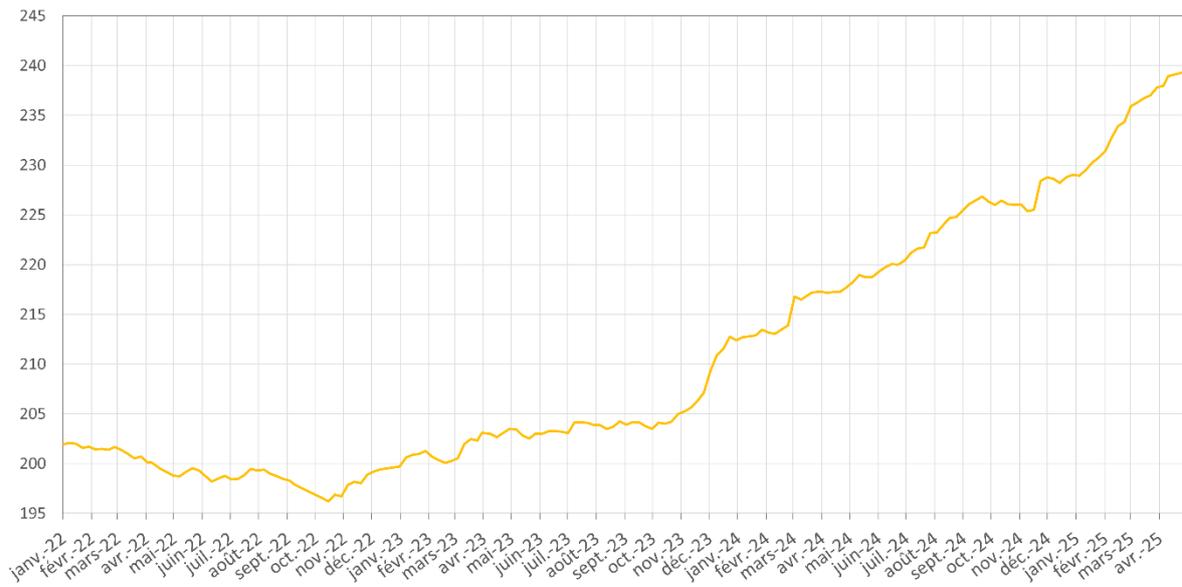
PIB REEL ET SES COMPOSANTS

Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr